

Canada—Zone dénucléarisée

d'Hiroshima, la théorie dite de la destruction mutuelle assurée donne des résultats. En anglais, cette théorie est abrégée par le sigle «MAD», fou, ce qui en dit long.

Évidemment, non seulement nous sommes assurés de la destruction mutuelle en cas de guerre, mais vu le rythme actuel auquel nous grossissons nos arsenaux nucléaires, nous sommes en fait assurés de cette destruction mutuelle, qu'il nous arrive ou non d'appuyer un jour sur ce fameux bouton. J'essaie de faire comprendre qu'il existe une marge d'erreur quoi que l'on fasse ou que l'on dise. Les travailleurs dans les silos nucléaires, les personnes qui font tourner les machines et mêmes les décideurs ne sont pas à l'abri d'erreurs. Tôt ou tard—il faut espérer que ce sera tard, très tard, voire jamais, du moins jusqu'à ce que nous ayons complètement démantelé nos ogives nucléaires—nous risquons de commettre une erreur. De toute évidence, vu que la moindre erreur sera néfaste, ce jour-là risque de se révéler fort sombre, non seulement pour les personnes qui auront déclenché le conflit, non seulement pour leurs adversaires, mais sans doute pour l'humanité entière.

Le 12 décembre 1984, le secrétaire général des Nations Unies a prononcé un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a décrit la situation que je viens d'exposer, dans les termes suivants:

On ne saurait permettre à une confrontation idéologique de compromettre l'avenir de l'humanité. Car l'enjeu ne porte sur rien de moins. Les décisions prises aujourd'hui non seulement touchent le présent, mais compromettent aussi l'avenir des générations futures. A l'instar d'arbitres suprêmes, avec nos conflits du moment, nous menaçons de supprimer l'avenir et de priver de la vie des millions d'innocents qui n'ont pas encore vu le jour. C'est là l'arrogance ultime. Du même coup, tous ceux qui nous ont précédé auront vécu pour rien. Car nous avons le pouvoir de faire disparaître, dans un conflit de quelques heures ou quelques minutes, l'oeuvre d'une civilisation entière et le brillant héritage culturel de l'humanité.

[Français]

Ce que Javier Perez de Cuellar nous disait donc, monsieur le Président, c'est qu'en fait nous avons non seulement ce pouvoir de détruire mais le pouvoir également de rendre l'avenir et le passé totalement sans aucune importance, parce qu'en fait la destruction serait d'une telle importance que ce qui arriverait après et ce qui est arrivé avant n'auraient plus aucune importance réelle parce que la vie aura été complètement détruite.

[Traduction]

Deux villes du Japon, Hiroshima et Nagasaki, ont été victimes des seules bombes atomiques à avoir jamais explosé. Nous avons commémoré d'ailleurs sur la colline parlementaire, il y a quelques semaines, le 40^e anniversaire de cet événement. J'ai assisté à la cérémonie d'août en souvenir de ce tragique événement. Une femme avait été invitée à nous raconter comment elle l'avait vécu, car elle s'était trouvée sur place le jour où la bombe a explosé. Elle nous a fait part de l'horreur dont elle a été témoin. Aujourd'hui, nous disposons d'une puissance nucléaire un million de fois supérieure à celle qui a détruit Hiroshima. On m'apprend que la puissance nucléaire mondiale actuelle suffirait à détruire 40 fois la planète. On pourrait croire qu'une fois suffit amplement; mais voilà que nous disposons de 40 fois cette puissance. Il y a manifestement là un message. Tout le reste mis à part, il y a un gaspillage énorme d'énergie et de potentiel humain, un gaspillage énorme de ressources. Certes, nous avons beaucoup mieux à faire avec notre argent que d'acheter suffisamment d'armes pour faire sauter la Planète une quarantaine de fois.

On ne peut s'empêcher de se demander ce que l'on est censé faire du surplus d'armes lorsqu'on aura détruit notre monde une première fois. Je ne connais pas la réponse à toutes ces questions.

[Français]

Et, il est fort possible que personne ici présent dans cette Chambre ne puisse répondre à toutes ces questions qui font en sorte qu'il est difficile de comprendre pourquoi les gouvernements, les individus, les pays ont ce désir d'accumuler ces engins nucléaires.

Je pense qu'il est important pour nous, à titre de Canadiens, de faire deux choses: premièrement, poser des gestes concrets qui vont inciter les autres pays, préférablement tous les pays, à se débarrasser de leurs engins nucléaires. Et, dans un deuxième temps, je pense qu'il est quand même important, et ici je peux différer d'avis avec mon préopinant, le député de Spadina (M. Heap), et dire par exemple qu'il est quand même important de conserver nos alliances avec ceux qui sont nos amis. Mais, monsieur le Président, même si quelqu'un est notre ami et même si nous sommes son allié, cela ne donne pas le droit à notre ami d'avoir le pouvoir de faire exploser la planète.

Et, là-dessus, bien que je sois moi-même favorable à ce que le Canada demeure dans l'OTAN et dans notre entente de NORAD également, je crois qu'il est important pour nous quand même d'adopter une motion telle que celle que nous avons devant nous aujourd'hui et d'indiquer aux États-Unis d'Amérique, à l'Union soviétique et à tous les autres pays du monde que ce que nous voulons, c'est premièrement une entente bilatérale entre les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, pour se débarrasser de leurs engins nucléaires. Et le geste que nous poserons lorsque nous adopterons cette motion, et j'espère que nous l'adopterons, ce sera au moins de dire aux deux parties que nous sommes prêts à faire notre part, reconnaissant que nous ne sommes quand même pas un participant majeur, mais que nous avons le courage de poser un geste qui, on l'espère, se traduira en des actions concrètes par ceux qui sont plus puissants que nous.

[Traduction]

Pour conclure, le secrétaire général des Nations Unies a aussi déclaré que personne n'avait donné aux Américains ni aux Soviétiques le droit de décider si notre monde doit survivre ou disparaître.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends la parole pour appuyer la motion proposée par mon ami, le député de Beaches (M. Young), à savoir que le gouvernement devrait envisager l'opportunité de déclarer le Canada zone dénucléarisée. Je signale que, dans sa motion, le député propose d'interdire le transport, l'essai, la construction et le déploiement d'armes nucléaires et des équipements connexes.

Il faut reconnaître d'abord que, même si le Canada a commencé à prendre des mesures pour atteindre un jour au but ultime de la dénucléarisation de son territoire de sorte qu'aucune arme nucléaire ne soit stockée ni déployée au ou à partir du Canada, comme l'a déclaré mon collègue, nous n'avons pris en tant que pays aucune mesure qui manifeste vraiment au monde notre détermination à tout faire pour empêcher la guerre. En fait, certains pays pourraient taxer le Canada d'hypocrisie. Par exemple, le Canada a voté en faveur